

**AGENCE MONETAIRE DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST (AMAO)**



**PROGRAMME DE COOPERATION MONETAIRE DE LA
CEDEAO**

***RAPPORT SUR LA CONVERGENCE MACROECONOMIQUE
2007 – BURKINA FASO***

Freetown, juillet 2008

Les autorités burkinabé se sont fixés un objectif de croissance de 6,5% en 2007. Cette réalisation devrait survenir sous l'hypothèse d'une bonne tenue de la production agricole et de performances satisfaisantes des industries manufacturières, des bâtiments et travaux publics, des services de transport, du tourisme et des télécommunications.

Les évolutions favorables attendues dans le secteur réel devraient s'accompagner d'un renforcement des indicateurs budgétaires grâce aux actions à entreprendre dans le cadre de la poursuite du programme d'ajustement budgétaire entrepris avec le Fonds. Ainsi, la progression de 22,0% attendue des recettes budgétaires devrait se combiner à celle de 18,9% des dépenses totales et prêts nets pour déterminer un déficit global hors dons de 11,5% du PIB.

Au terme de l'année, l'objectif principal de croissance a été largement contrarié par l'évolution défavorable de la conjoncture internationale et surtout l'effet des intempéries survenues dans le pays et qui a dévasté plusieurs aires de production. Néanmoins, la production globale a connu une progression relativement appréciable de 4,2%. Cette réalisation est survenue dans un contexte de maîtrise relative des prix, le taux d'inflation de fin de période étant ressorti à 2,3% contre 1,5% en 2006.

1. Analyse sectorielle

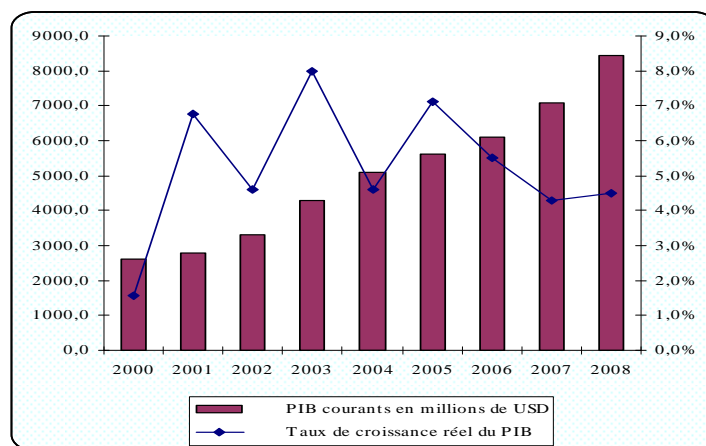
1.1 Secteur réel

En 2007, l'activité économique a enregistré un taux de croissance de 4,2% contre 5,5% en 2006. Ce ralentissement s'explique principalement par les difficultés du secteur primaire, expliquées, en partie par la chute de la production de coton.

L'agriculture a, dans son ensemble, souffert d'une mauvaise répartition spatio-temporelle des pluies et des inondations enregistrées dans certaines régions. Il en est résulté un taux de croissance du secteur primaire de -0,5% contre 0,9% en 2006. En particulier, la production de coton a chuté de 33,2% en passant de 649 400 tonnes au cours de la campagne 2006/2007 à 434 000 tonnes, lors de la campagne 2007/2008 en liaison avec les difficultés de la filière marquée en partie par la baisse continue du prix aux producteurs, le retard dans les paiements et le découragement des producteurs. L'agriculture vivrière a, quant à elle, enregistré une hausse de 4,4% de sa valeur ajoutée, tirée essentiellement par la production céréalière.

Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 7,2% contre 6,4% en 2006 sous l'impulsion principalement des BTP. Le taux de croissance de la branche des BTP a été de 33,3% contre 14,1% en 2006, en rapport avec l'intensification des chantiers, notamment la construction d'infrastructures socio économiques et le démarrage des travaux du projet Zone d'activités commerciales et administratives (ZACA) et des investissements réalisés par les services financiers et les sociétés de télécommunication. Les industries extractives ont enregistré une hausse de 14,8% de leur valeur ajoutée et en plus 70,0% en 2006. Ce sous-secteur connaît actuellement un regain d'activités et de dynamisme avec l'exploitation d'une part, des mines d'or de Taparko et Kalsaka, et, d'autre part, des mines de zinc de Perkoa. Quant à la valeur ajoutée des industries manufacturières, elle a progressé de 3,0% contre 7,4% en 2006. Ce ralentissement est lié, d'une part, à la hausse des consommations intermédiaires suite à la hausse des cours des produits pétroliers et, d'autre part, à la concurrence déloyale et à la fraude.

La croissance du secteur tertiaire est ressortie à 5,1% contre 8,1% en 2006. La progression des services marchands de 3,6% est liée au dynamisme des activités commerciales et des « postes et télécommunications » avec des taux de croissance respectifs de 7,9% et 6,6%.

Graphique 3.5 : Evolution du PIB nominal et du taux de croissance réel

Source : BCEAO, AMAO

Du côté de la demande, la croissance du PIB a été tirée principalement par l'investissement. La formation brute de capital fixe (FBCF) a augmenté de 39,9% contre 25,8% en 2006, marquée par l'accroissement de ses deux composantes. La composante privée a progressé de 64,5%, en rapport avec l'intensification des travaux de construction d'infrastructures et les investissements des services financiers et des sociétés de télécommunications, dans le cadre de l'extension de leurs activités à l'ensemble du territoire. Quant à la FBCF publique, elle a progressé de 11,3% en relation avec la mise en oeuvre du programme d'investissements publics. La consommation finale a enregistré une faible hausse de 1,0% contre 6,9% en 2006 en liaison avec la timide augmentation de sa composante privée (+0,2%) causée essentiellement par la baisse des revenus des producteurs de coton et des autres acteurs de la filière. En revanche, la composante publique a enregistré une hausse plus importante de 3,3% contre 2,6% en 2006. S'agissant des échanges extérieurs, ils se sont caractérisés par une baisse des exportations de 3,9% et une progression des importations de 8%.

En terme nominal, le taux d'investissement s'est établi à 18,8% en 2007 contre 14,2% en 2006. Quant au taux d'épargne intérieure brute, il a augmenté pour se situer à 3,0% en 2007 contre 1,1% en 2006.

Dans le domaine des prix, on note que la croissance du PIB réel a été réalisée dans un contexte de maîtrise relative des prix. L'évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est traduite à fin décembre 2007 par un taux d'inflation de fin de période de 2,3% contre 1,5% en 2006. Ce résultat s'explique principalement par la maîtrise des prix au niveau des fonctions « produits alimentaires et boissons non alcoolisées », « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « transport » notamment. Le recul des prix au niveau de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » s'explique par les bons résultats de la campagne agricole 2006/2007 qui ont induit un approvisionnement régulier des marchés en produits céréaliers. En ce qui concerne les transports, ils ont bénéficié de la non répercussion systématique de la hausse des cours du pétrole sur le marché international sur les prix à la pompe.

1.2 Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global hors dons de 11,8% du PIB contre 10,7% en 2006. Cette évolution est impulsée par la hausse plus que proportionnelle des dépenses totales et prêts nets par rapport aux recettes totales et dons.

En effet, les recettes totales et dons ont augmenté de 10,1% à fin décembre 2007 concourant à déterminer un ratio par rapport au PIB nominal de 20,2%. Cette situation est la résultante des hausses de 12,1% et 42,3% respectivement des recettes budgétaires et des dons.

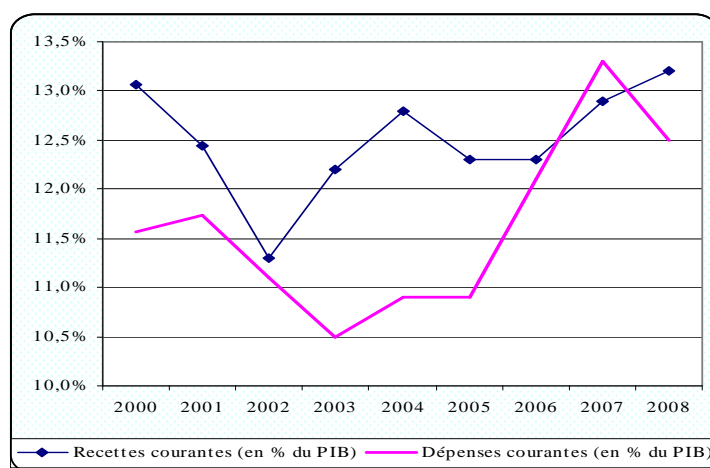
En ce qui concerne les recettes budgétaires, elles ont atteint l'équivalent de 12,9% du PIB nominal en 2007 contre 12,3% en 2006. Cette progression est le reflet des tendances qui ont caractérisé ses

principales composantes. En effet, les recettes fiscales ont augmenté de 13,7% grâce à l'impact des réformes portant notamment sur l'informatisation de la Direction des Grandes Entreprises au niveau de l'Administration fiscale, le renforcement des vérifications et des contrôles fiscaux, l'utilisation de toutes les fonctionnalités de SYDONIA. De même, les recettes non fiscales ont progressé de 20,3% grâce au réajustement à la hausse des licences des sociétés de télécommunication.

S'agissant des dons, ils se sont élevés à 224,9 milliards, ce qui représente un ratio de 6,9% du PIB en 2007 contre 5,9% en 2006. Cette hausse du niveau de mobilisation des dons est à mettre en relation avec l'action de la solidarité internationale manifestée lors des inondations enregistrées dans plusieurs localités du pays pendant la saison pluvieuse écoulée.

Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils ont augmenté de 14,4% pour représenter 24,7% du PIB en 2007 contre 22,9% en 2006. Cette progression est imputable aux deux composantes de la dépense. En effet, les dépenses courantes ont connu une hausse de 17,1%. Cet accroissement s'explique essentiellement par la progression de la masse salariale, des dépenses de fonctionnement et des dépenses liées au processus de décentralisation en cours. S'agissant de l'augmentation de la masse salariale de 17,5%, elle est liée au recrutement de nouveaux agents dans les secteurs sociaux et au paiement partiel des rappels suite à la prise en compte des actes d'avancement des agents de la fonction publique.

Graphique 3.6 : Evolution des recettes et dépenses courante



Source : BCEAO, AMAO

Quant aux dépenses en capital, elles ont baissé de 1,8%, sous l'effet d'une contraction de la composante financée sur ressources internes (-7,0%). La composante financée sur ressources externes, elle, connaît une hausse de 2,2% imputable à l'afflux de capitaux extérieurs dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. En dépit de la baisse qui la caractérise, la composante financée sur ressources internes représente plus du tiers des recettes fiscales (35,6%).

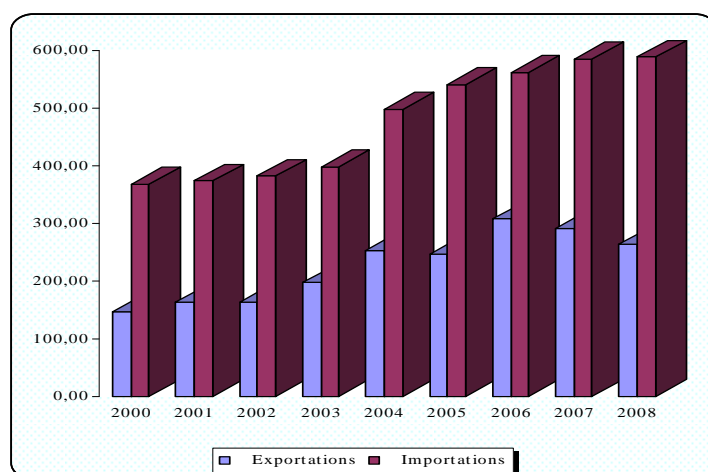
L'encours de la dette publique à fin décembre 2007 se chiffre à 724,0 milliards de francs représentant 22,1% du PIB nominal contre 687,0 milliards de francs CFA à fin décembre 2006. Le service de la dette a représenté 5,8% des recettes budgétaires. Le niveau relativement faible des différents ratios d'endettement s'explique essentiellement par le bénéfice de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) pour environ 708 milliards francs CFA.

1.3 Secteur extérieur

Dans le domaine des comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements affiche un excédent de 188,3 milliards. Cet excédent a été notamment induit par les recettes de privatisation de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) intervenue en 2007.

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé de 15,6% pour s'établir à 294,2 milliards. Les exportations totales ont atteint 290,9 milliards, affichant une baisse de 5,4%, imputable principalement à la contraction de 17,7% des exportations de coton, celles de l'or non monétaire, des produits de l'élevage, des oléagineux et des fruits et légumes étant en hausse. Les importations totales ont enregistré une hausse de 4,1% en 2007, pour s'établir à 585,1 milliards, sous l'effet du regain de dynamisme de l'activité économique intérieure, induisant une progression de la demande de produits pétroliers, de biens d'équipement et des autres biens de consommation. Le déficit des services a été de 168,9 milliards, en dégradation de 1,1% en liaison avec la baisse des autres services, tandis que les revenus nets se sont détériorés également en ressortant à -6,5 milliards.

Graphique 3.7 : Evolution des exportations et importations



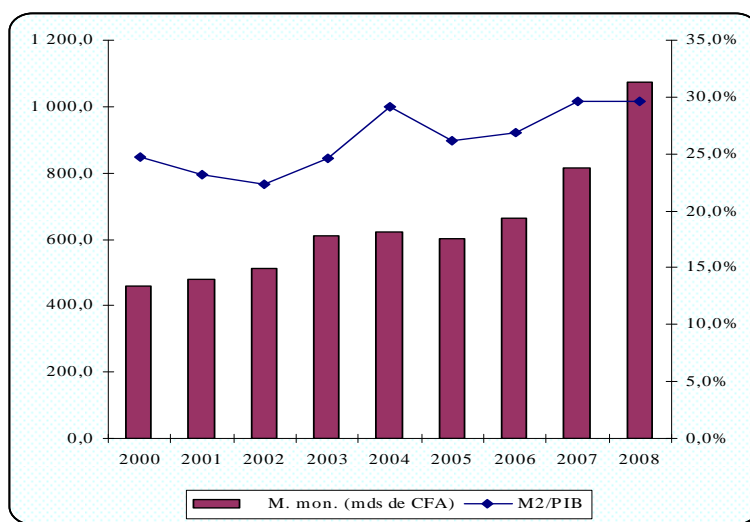
Source : BCEAO, AMAO

Les entrées nettes au titre des transferts courants ont atteint 196,6 milliards en 2007 contre 133,4 milliards en 2006, soit une hausse de 47,4%, attribuable aux transferts courants publics. De même, les entrées nettes au titre des opérations financières et des transferts en capital, y compris la remise de la dette, sont ressorties à 461,3 milliards en 2007 contre 337,4 milliards en 2006, soit une hausse de 36,7%. Celle-ci se justifie par l'importance des investissements directs, en liaison avec la privatisation de l'ONATEL (144,3 milliards).

1.4 Secteur monétaire

Dans la zone UEMOA, la gestion de la monnaie et du crédit s'est appuyée sur la politique des taux d'intérêt et sur le système des réserves obligatoires. Dans un contexte de relative maîtrise de l'inflation, la Banque Centrale a maintenu ses taux directeurs inchangés à 4,25% pour le taux de pension et à 4,75% pour celui de l'escompte. Le coefficient de réserve obligatoire est demeuré à 7,0% au Burkina. Cette situation s'est traduite à fin décembre 2007 par des évolutions contrastées des principaux agrégats monétaires.

Graphique 3.8 : Evolution de la masse monétaire



Source : BCEAO, AMAO

En effet, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont inscrits en hausse de 188,2 milliards, en s'établissant à 409,3 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution résulte principalement de la hausse de 152,1 milliards des avoirs extérieurs nets de la BCEAO liée en partie à la cession par l'Etat du Burkina d'une partie du capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un partenaire stratégique pour un montant de 144,3 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est inscrit en baisse de 11,6%, pour se situer à 452,7 milliards à fin décembre 2007. La position nette du Gouvernement s'est améliorée de 63,6 milliards, s'établissant à -93,8 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution est essentiellement attribuable aux entrées exceptionnelles de ressources au profit de l'Etat. Les crédits à l'économie sont en hausse de 0,8% par rapport à fin décembre 2006, à la suite d'une progression de 13,2% des concours ordinaires et d'un repli de 76,0% des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires résulte de concours à des sociétés cotonnières ainsi qu'à des entreprises intervenant dans les secteurs de l'énergie, des hydrocarbures, des télécommunications du BTP, de l'agro-industrie, du commerce général et des services.

La masse monétaire s'est accrue de 22,9%, pour s'établir à 813,2 milliards, portée par des progressions de 17,6% des dépôts en banque et de 42,5% de la circulation fiduciaire.

2 Performance au titre de la convergence macroéconomique

L'état de convergence s'est légèrement amélioré par rapport à celui enregistré en 2006. Le nombre d'objectifs atteint est, en effet, passé de cinq (05) en 2006 à six (06) en 2007. Le constat qui se dégage des résultats enregistrés depuis 2003, est la prévalence d'un niveau important de déficit budgétaire dont la résorption dans un court voire moyen termes nécessitera de gros efforts d'ajustement. Cette situation s'explique d'une part par l'afflux particulièrement important d'appuis budgétaires destinés à la lutte contre la pauvreté et dont la prise en compte reste asymétrique dans le calcul de l'indicateur et d'autre part, par le faible niveau de mobilisation des recettes fiscales dont le ratio reste stationnaire excédant

rarement 11% du PIB depuis 2003. Ce faible niveau de mobilisation des recettes fiscales justifie également un niveau relativement élevé de masse salariale pourtant objet de mesures drastiques d'ajustement depuis 1993. En revanche, des efforts importants sont faits pour soutenir un niveau de dépenses d'investissement visant la réalisation d'infrastructures de soutien à l'économie.

Au total, trois critères de premier rang sont respectés à fin décembre 2007. Il s'agit du critère relatif à l'inflation, au non financement monétaire du déficit budgétaire et aux réserves en mois d'importations.

S'agissant des critères de second rang, trois objectifs ont également été respectés. Le ratio d'investissement financé sur ressources internes rapporté aux recettes fiscales s'est établi à 35,6% en léger recul par rapport à son niveau de 2006 (42,7%). Le critère portant sur le taux d'intérêt a été également conforme à la norme, le faible niveau de l'inflation a permis l'émergence des taux réels positifs sur la rémunération de l'épargne. De même, le taux de change effectif réel a faiblement fluctué en se stabilisant à une légère appréciation de 1,6% à fin 2007.

Tableau 3.2: SITUATION DE LA CONVERGENCE DU BURKINA FASO

	Norme	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
Critères de premier rang:										
i) Déficit Budgétaire/PIB	≤ 4%	11,7	6,7	9,1	7,8	8,8	8,8	10,7	11,8	12,3
ii) Taux d'inflation	≤ 5%	-3,0	4,0	2,4	1,5	0,9	4,5	1,5	2,3	2,0
iii) Financement BC	≤ 10% RF n-1	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
iv) Reserves UEMOA	≥ 6 mois Imports	6,0	6,7	7,6	6,0	7,7	6,0	6,0	7,0	7,4
Reserves pays (indicatif)		6,0	6,7	7,6	6,0	6,8	4,5	4,2	7,6	5,6
Critères de second rang										
i) Recettes fiscales/PIB	≥ 20%	11,8	9,4	9,7	10,3	12,1	12,4	11,3	11,9	12,3
ii) Masse Salariale/Recettes fiscales	≤ 35% RF	43,7	45,7	42,8	41,7	38,8	40,4	44,1	46,5	43,5
iii) Investissements interes/Recettes	≥ 20% RF	23,4	24,6	36,0	32,7	41,9	36,3	42,7	35,6	39,8
iv) Taux d'intérêt réel	> 0	6,5	-1,4	-0,4	0,3	2,8	2,7	2,0	1,2	1,5
v) Stabilité du Taux de change réel	± 5%	-15,0	-2,6	7,7	28,9	14,0	3,0	0,3	-1,6	0,3
Nombre de critères respectés		5	5	4	5	5	6	6	6	6

Source

: AMAO, BCEAO.

(*) : Prévisions annuelles

3 Perspectives 2008

Pour l'année 2008 l'axe d'orientation de la politique économique s'appuie sur l'hypothèse d'un taux de croissance économique de 4,9%. Cet objectif, qui apparaît mesuré, découle de la prise en compte de la conjoncture internationale défavorable marquée par la hausse pernicieuse des prix du pétrole et des denrées alimentaires de première nécessité. Dans ce contexte, les perspectives économiques ne peuvent qu'être affectées et affaiblies.

L'objectif de croissance de 4,9% serait porté par l'ensemble des secteurs. Les taux de croissance des secteurs primaire, secondaire et tertiaire seraient de 5,0%, 9,4% et 5,7%, respectivement.

Les progressions attendues des différents secteurs dépendront des conditions climatiques, de l'environnement international, en particulier du niveau des cours du coton et des produits pétroliers et de la mise en oeuvre effective des réformes sectorielles et des mesures structurelles contenues dans le programme conclu avec le Fonds. Il s'agit de la politique d'intensification en matière d'irrigation villageoise, de l'amélioration des semences et de la fertilisation des sols. En outre, les actions d'amélioration des transports et du tourisme devraient contribuer à la diversification de l'économie, ce qui permettrait de réduire, à terme, sa dépendance des conditions climatiques. Les actions de diversification de l'économie, incluent la poursuite des appuis concourant au développement du secteur privé et des télécommunications.

Pour les prix, il est prévu une stabilisation de l'inflation respectueuse de la norme communautaire. Le taux d'inflation ne devrait pas dépasser 1,7% à fin décembre 2008. Toutefois, au regard de l'évolution actuelle du cours du pétrole, qui a dépassé 100 \$ le baril, de la flambée des prix des denrées

alimentaires sur le marché international et de la hausse prolongée de l'euro par rapport au dollar, les risques de survenue de fortes tensions inflationnistes en 2008 restent également actuels.

En matière de finances publiques, les fondamentaux budgétaires demeureraient fragiles en 2008. L'installation de la mauvaise conjoncture liée à la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires devrait concourir à une aggravation des principaux soldes budgétaires. Le solde budgétaire global hors dons ressortirait à -12,3%, c'est 0,5 point de pourcentage de plus qu'en 2007.

4 Conclusions et recommandations

Après la dynamique de résultats positifs enregistrés en 2006, la mauvaise conjoncture internationale a induit un fléchissement des performances en matière de croissance économique notamment. Cette évolution illustre le degré de vulnérabilité prononcé de l'économie burkinabé aux chocs externes en raison de la prédominance des exportations de coton. La dépendance envers l'aide extérieure est assez forte, ce qui semble constituer dans une certaine mesure une entrave à une intensification des efforts de mobilisation des recettes intérieures, en témoigne le taux de pression fiscale quasi stagnant depuis 2003. Enfin, le Burkina Faso est confronté à des contraintes institutionnelles et de capacité d'absorption même s'il a considérablement amélioré sa gestion des finances publiques.

Afin de consolider les performances réalisées et de desserrer les contraintes structurelles permettant d'accroître le dynamisme de l'économie à tendre véritablement vers les objectifs en matière de convergence macroéconomiques, les Autorités sont invitées à :

- poursuivre l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes fiscales à travers l'élargissement de l'assiette, l'intensification de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale et la maîtrise des exonérations ;
- poursuivre le programme de diversification des productions animales et végétales afin de réduire la dépendance structurelle vis-à-vis de la quasi-monoculture du coton ;
- Mettre en place une vraie politique d'appui à la production vivrière afin de limiter les effets de l'installation dans la durée de la crise alimentaire mondiale actuelle ;
- préserver la soutenabilité de la dette publique par le suivi rigoureux de l'évolution de la dette intérieure et le recours à des ressources concessionnelles;